

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1,50 L'Humanité Rouge
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 144
JEUDI 20 AVRIL 1972

Dimanche refusez le piège capitaliste !

ABSTENTION !

A moins d'une semaine du référendum-piège de Pompidou, il est de plus en plus clair que le gouvernement des monopoles n'a pas réussi à « passionner les esprits » : les sondages réalisés par des centres de propagande bourgeoise sont obligés de l'avouer. A peine sortie de sa boîte par Pompidou le mal élu (25 % des inscrits), l'arme électoraliste est déjà enrayée. Certes, nombreux seront encore ceux qui le 23 avril iront voter « par principe » : c'est une tradition française vieille de près de deux siècles ; elle reflète la pression de l'idéologie bourgeoise.

Mais ce n'est pas là ce qui se développe, mais ce qui est en régression. Depuis 68, le courant anti-électoraliste a pris une nouvelle vigueur. Témoin l'inquiétude du pouvoir monopoliste et de ses acolytes de la direction du P.«C.»F., qui ont engagé une véritable campagne contre l'abstention.

C'est ainsi que, à l'issue de son voyage-faillite en Lorraine, Pompidou, hué par les travailleurs, a fait matraquer par ses C.R.S. de nombreux opposants. « Le Monde » rapporte que le samedi 15 avril à Remiremont des jeunes gens arrêtés par les C.R.S. sur la place de l'Hôtel de ville ont été conduits au commissariat et il ajoute :

« Les policiers, à qui ils les « livraient » ainsi, les passaient aussitôt « à tabac », leur assénant de violents coups de poings au visage provoquant d'immédiats saignements de nez et projetant même l'un d'eux à terre. Le « tabassage » durait depuis plusieurs minutes lorsque l'un des « justiciers » ferma enfin la porte du commissariat laissée ouverte par inadvertance.

Les journalistes qui, dans leur car, attendaient le départ du cortège officiel, venaient d'avoir une édifiante démonstration de la façon de maintenir l'ordre. »

Le même journal relate qu'à Epinal des personnes avaient à peine eu le temps de lancer « Abstention ! » qu'ils étaient immédiatement poursuivis par des policiers dans des couloirs d'immeubles et violemment frappés au visage.

Est-il besoin de longues démonstrations pour expliquer le sens de la « démocratie » en système capitaliste ?

Est-il besoin de plus amples explications pour établir que le référendum de Pompidou est une mystification ? La preuve : ce banquier élevé à la direction des affaires du capital monopoliste a donné des ordres fermes pour que Marcellin, lors de la lecture du scrutin, ne donne en aucun cas la proportion des « oui » par rapport à la totalité des inscrits, mais uniquement par rapport aux « non ».

Certes, Pompidou a montré une certaine habileté réactionnaire en lançant son gadget pour détourner l'attention des travailleurs de leurs luttes et pour tenter d'apaiser leur colère croissante face à la fascisation : que diable ! la France est toujours une « démocratie », le peuple n'est-il pas appelé à se prononcer sur des « options fondamentales » : voilà en substance l'idée maîtresse de Pompidou. A Epinal, il a déclaré :

« Nous sommes un pays, grâce au ciel, où il y a beaucoup d'opinions et de partis » (ne sont bien sûr pas compris dans cette allusion les partis



LA LUTTE DE CLASSE, REALITE QUOTIDIENNE, SE MENE DANS LES USINES, DANS LES RUES, PAS DANS LES URNES.

Sur notre photo, les ouvriers du Joint Français à St-Brieuc bloquent un car de flics

interdits comme le Parti communiste marxiste-léniniste de France - N.D.L.R.).

« On peut avoir différentes opinions politiques, et il faut en avoir car ce serait très grave qu'il n'y en eût pas »... « Aujourd'hui chacun peut s'exprimer ».

Travailleurs, peut-on ajouter foi à ces propos cyniques ? peut-on aller voter (que ce soit nul ou non) pour dire « oui, Pompidou a raison, aujourd'hui chacun peut s'exprimer ». Non la classe ouvrière et tous les travailleurs n'ont qu'une réponse ferme à donner aux affirmations de Pom-

pidou. Pompidou ment. La liberté d'expression dans la France capitaliste n'existe que tant qu'elle ne nuit pas aux intérêts fondamentaux de la classe capitaliste. Les consultations électorales ne sont là que pour mieux tromper le peuple sur la nature du système.

Il n'est qu'une seule réponse à donner au piège capitaliste : l'ABSTENTION... liée à l'INTENSIFICATION DE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE, à l'INTENSIFICATION DE LA LUTTE POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES ET POUR LE SOCIALISME.

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

POUR UNE VENTE DE MASSE A L'OCCASION DU 1^{er} MAI

Le 1^{er} mai est toujours un événement d'importance pour les travailleurs.

Mais cette année, sa signification sera sans nul doute d'une portée particulière.

A l'heure où ses conditions de vie et de travail s'aggravent, la classe ouvrière en de nombreux endroits renoue avec ses glorieuses traditions de lutte. La bourgeoisie qui s'affole prépare activement le recours à la terreur. Les dirigeants du P.C.F., jouant le jeu de la bourgeoisie, sabotent les luttes ouvrières, sèment les illusions les plus néfastes.

Dans ces conditions, il revient aux marxistes-léninistes d'indiquer la voie à suivre.

La lutte est aujourd'hui plus que jamais nécessaire, mais comment lutter? telle est bien la question que se posent de nombreux travailleurs.

Seul le marxisme-léninisme, la pensée-maoïstoung, peuvent apporter une réponse à cette question.

Faire connaître la voie marxiste-léniniste à la classe ouvrière, tel doit être le souci de chaque camarade. Que chacun se lance dans la bataille pour que durant la période du 1^{er} mai de nombreux travailleurs fassent connaissance avec « L'Humanité Rouge ».

Dans cette bataille, chacun à sa place. Camarades, sympathisants, amis, ensemble, faisons du 1^{er} mai, l'occasion d'une vente de masse de « L'Humanité Rouge ».

Que le 1^{er} mai soit une étape vers le triomphe du marxisme-léninisme!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs	Soutien à notre presse -	
Un ouvrier R.P.	10	P.F.	10
Pour le juste combat politique et idéologique de l'H.R.	10	Soutenons les travailleurs en lutte - Un artisan et un ouvrier - versement mensuel avril	350
Soutien permanent R.R.	125	Un soldat - Soutien à l'H.R.	5
Un sympathisant - Soutien permanent	1	Vive le 1 ^{er} Mai de lutte de classe	5
G.A. - supplément à abonnement	10	Lamoët	188
B.A.V. - H.R. vaincra! versement mensuel	10	A.L. - Soutien à l'H.R.	8
Soutien permanent à notre presse - J.C.	20	Soutien à l'H.R. - D.M.	3
N.A. - H.R. vaincra!	23	N.V.T. - 1 ^{er} versement avril	265
Soutien à H.R. - Versement de mars	150	Pour le socialisme - Une secrétaire	100
Pour que la classe ouvrière se serve du marxisme-léninisme	10	En plus de mon réabonnement pour le juste combat politique de l'H.R. - V.G.	10
Un étudiant marxiste-léniniste - H.R. vaincra!	50	Tournée Aéro	5
A.N. Soutien à H.R. en plus de mon abonnement	10	Un Portugais Aéro	0,80
Léon - Soutien à H.R.	3,85	Un travailleur immigré	1
Un travailleur	5	Un ouvrier du bâtiment et sa femme	10
Un étudiant antillais	1,50	Des marxistes-léninistes de la Rég. Parisienne	132
Un travailleur	0,50	Un fonctionnaire	5
G.D. - Pour une plus large diffusion de l'H.R. dans les masses	1,50	Vive le 1 ^{er} Mai de lutte de classe	30
Collecte Inter-entreprise	20,50	J.C.A.	2
M.J. - Soutien mensuel à l'H.R.	50	Soutien avril à notre presse	127
Soutien au juste combat de l'H.R. - P.A.	50		
Un travailleur algérien	40	Total de la semaine	1995,95
M.R. - Soutien à l'H.R.	5	Total précédent	180 782,83
		Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	182 778,78

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	15 F	25 F	50 F
Adresse	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
	Etranger : 3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 228-72 La Source ou par timbres.

Dans la ligne classe contre classe des militants de l'Humanité Rouge organisent une réunion avec des travailleurs

Chers Camarades, Nous avons organisé une réunion de quelques travailleurs avec lesquels nous sommes particulièrement liés. Il s'agissait en l'occurrence de travailleurs immigrés, car c'est avec eux que nous sommes en rapport depuis le plus longtemps.

Le sujet de la discussion était : les conditions de travail dans les usines, la vie des travailleurs.

Nous avions déjà organisé une telle réunion dans un café, avec pour thème l'Albanie socialiste. Nous apportons nos impressions de retour de voyage.

Les travailleurs se sont dérangés volontiers, malgré l'ancienneté de la 1^{re} réunion. On peut attribuer cela au sujet, qui touche de près aux préoccupations de la classe ouvrière.

La discussion s'est orientée sur :

— Le Racisme (les brimades en général) ;

— Les cadences ;

— Les conditions de sécurité.

Le Racisme : Les travailleurs sont d'accord pour dire qu'il divise la classe ouvrière.

Chacun fait le point sur son usine. La situation est la même partout, et varie selon les ateliers.

Certains français, mêmes ouvriers ne peuvent même pas supporter un immigré à côté d'eux.

Le racisme se manifeste de deux façons :

— les remarques désobligeantes : « si t'es pas content, retourne chez toi » - les brimades ;

— les Français sont favorisés (parfois pour surveiller les immigrés).

Deux revendications se dégagent :

— Travailleurs immigrés, travailleurs français; 1 seule classe ouvrière ;

— A travail égal, salaire égal.

Dans les autres revendications données par les travailleurs : augmentations uniformes - les augmentations en % favorisent les plus hauts gradés (les travailleurs remarquent que ce type d'augmentation est pourtant défendu par la CGT. On constate qu'en général, est bien payé celui dont le patron a besoin (cadre, contremaître, etc.).

Les Cadences : Là encore, la situation est la même partout; les travailleurs plus âgés se souviennent de cadences moins dures; aujourd'hui, on ne peut plus souffler.

Exemple : Vallourec, il y a 8 ans, produisait 20 tonnes de

tubes par jour; aujourd'hui, 50 tonnes par jour, plus un temps mort pour les ouvriers.

Les accidents de travail sont la conséquence :

— des cadences ;

— du manque de mesures de sécurité.

Exemple : Tubasca, les travailleurs changent de poste sans arrêt, font des travaux qu'ils ne connaissent pas, conséquence : 2 ou 3 blessés graves depuis septembre 71.

Vallourec : une filière mal placée, conséquence : accident.

Un moyen de diviser les travailleurs : s'il y a un accidenté dans un atelier, personne ne touche la prime.

La revendication est claire : A bas les cadences infernales, mais aussi, intégration des primes dans le salaire.

Ces petits exemples prouvent que les revendications immédiates reprises par les marxistes-léninistes sont bien celles des

travailleurs et ne sont pas dues à un esprit inventif.

En exprimant ces revendications, nous partons des besoins réels des masses et non de nos désirs subjectifs, comme voudraient le faire croire les dirigeants révisionnistes. A ce propos, les ouvriers à cette réunion n'ont pas caché que la CGT ne faisait rien pour eux. La CGT disent-ils, s'occupe plus des ingénieurs que de nous autres, travailleurs manuels.

De plus, il n'y a jamais de réunions syndicales, tout est décidé en haut.

Voilà quelques réflexions qui nous encouragent à poursuivre la lutte Classe contre Classe, classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste.

Vive l'unité à la base et dans l'action de la classe ouvrière.

Vive le 1^{er} Mai, Journée Internationale de lutte des travailleurs.

Correspondant H.R.

A propos du référendum : LA CFDT : ABSTENTION!

« L'Humanité Rouge » salue la juste position de la CFDT lorsqu'elle déclare par la voie de sa commission exécutive :

« Répondre "oui" et "non" ajoute la commission exécutive, c'est s'inscrire dans le dispositif établi par le chef de l'Etat et la classe dominante, c'est accepter de prendre part à une consultation ambiguë sans nécessité, si

ce n'est de faire avaliser la politique économique, sociale et européenne du pouvoir. »

« Pour les travailleurs, indique ensuite la commission exécutive, la meilleure façon d'exprimer leur opposition à cette manœuvre réside dans leur refus d'entrer dans un jeu qui ne peut que consolider et renforcer la politique capitaliste du pouvoir. »

RECTIFICATIF

En page 8 de « L'Humanité Rouge » n° 143, nous avons publié l'annonce d'un meeting de célébration du 2^e anniversaire de la conférence au sommet des peuples indochinois.

La rédaction de cette annonce laissait supposer que les organisateurs (Comité du FUNK de Paris, Union des Etudiants Lao en France, Union des Vietnamiens en France) Invitaient en leur nom les lecteurs de « L'Humanité rouge » dans les colonies de celle-ci.

Nous tenons à préciser que c'est « L'Humanité Rouge » qui appelle ses lecteurs à apporter leur soutien à ce meeting qui nous le rappelons aura lieu le samedi 22 avril à 20 h 30 à la Mutualité.

SOUSCRIPTION GIROSTEEL

Dans une entreprise :	
Un souscripteur	50 F
Sur un marché :	
17 souscripteurs	47 F
Sur un autre marché :	
16 souscripteurs	55,05 F
Sur un 3 ^e marché :	
48 souscripteurs	91,59 F
2 sympathisants	10 F
Gabriel Péri cercle H.R.	67 F
Balagne	394,50 F

Versé aux Travailleurs de Girosteel la somme de 715,14 F

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :
 Age : Profession :
 Adresse :
 Signature

Classe contre classe dans les entreprises

GIROSTEEL (Le Bourget)

UNE VICTOIRE COLLECTIVE

Le Comité de rédaction à l'unanimité a considéré que la déclaration suivante des grévistes victorieux de Girosteel, correspondant rigoureusement à la ligne prolétarienne de l'« Humanité-Rouge », méritait d'être présentée dans nos colonnes comme éditorial ouvrier.

Nous sommes convaincus quant à nous, et nous pensons également que c'est l'avis des ouvriers de Girosteel, que les clauses de sauvegarde ne sont nullement respectées par les exploités et que seule la lutte résolue des travailleurs leur permet d'imposer leurs justes revendications.

En tout état de cause, les deux aspects essentiels de cette déclaration sont la confiance des ouvriers dans leurs propres forces et la manifestation concrète de la solidarité des travailleurs entre eux.

Après dix semaines de grève, nous, grévistes de Girosteel, allons reprendre le travail lundi 17 avril, conscients d'avoir fait reculer notre patron.

En effet, alors que la direction, non seulement ne voulait rien lâcher, mais encore voulait licencier plusieurs dizaines de grévistes, elle a été obligée de concéder les revendications suivantes :

— aucun licenciement pour fait de grève, toutes les sanctions sont annulées ;

— augmentation des salaires :

— de 3 % au 1^{er} mars avec un minimum de 0,20 F de l'heure,

— de 0,10 F de l'heure au 1^{er} avril 1972,

— de 2 % avec un minimum de 0,15 F de l'heure au 1^{er} octobre 1972.

En plus, une clause de sauvegarde est prévue en cas d'augmentation du coût de la vie.

— d'autre part, augmentation de la prime de production de 6 % (ce qui correspond à peu près à 1,5 % d'augmentation sur le salaire de base) ;

— il ne sera pas tenu compte de l'absence due à la grève pour le calcul de la durée et de l'indemnité de congés payés ;

— 13^e mois sur la base de 173 h 33 à partir de 1973 pour tous les ouvriers ayant trois ans d'ancienneté ;

— enfin, la direction a accordé la liberté pour les délégués de se déplacer librement dans et hors de l'entreprise, droit qu'elle refusait jusqu'à ce jour.

En fait, nous avons arraché une augmentation d'environ 60 centimes de l'heure pour l'année, sans compter le 13^e mois et les quatre jours de congés payés qu'on aurait pu nous faire sauter.

Ce ne sont pas les 1 F de l'heure que nous réclamions, mais cela s'en approche, et dans le contexte où nous étions, nous pensons avoir fait le maximum.

Mais notre victoire, c'est avant tout la victoire de tous les travailleurs qui, dans toutes les entreprises, ont cru à notre combat, ont cru à la possibilité que nous avions de vaincre.

Car, sans vous, sans la solidarité agissante de milliers de salariés, nous n'aurions pas pu résister. L'argent des travailleurs nous a permis de toucher 2 200 F par gréviste pour les 69 jours de grève pendant lesquels nous avons résisté. Mais peut-être aussi important que le soutien financier, le soutien moral que cette aide a représenté pour nous a été inestimable.

Notre grève, certes, n'a pas été un conflit national groupant des milliers d'ouvriers ; mais nous savons qu'à l'heure actuelle, en France, à Saint-Brieuc, dans l'Est, comme ailleurs encore, la classe ouvrière mène de durs combats. Nous, nous n'étions que dans une petite entreprise, mais nous savons que notre détermination à vaincre est le reflet de la volonté de l'ensemble des travailleurs qui ont soutenu notre lutte.

Nous venons de montrer qu'il n'y a qu'un combat dur qui peut faire céder les patrons. Et c'est en cela que notre victoire est une victoire pour tous les travailleurs.

Notre lutte est la preuve que la détermination morale des ouvriers est l'outil principal des victoires. Bien sûr, les résultats matériels sont importants, mais encore plus important serait l'encouragement à entrer en lutte que nous pourrions donner aux camarades des différentes entreprises.

Nous l'avons écrit sur notre tract précédent, les ouvriers qui se battent ont toujours raison de le faire. Vous avez été des milliers à penser comme nous. Et c'est grâce à cette pensée que la lutte est toujours possible, toujours préférable à la résignation, grâce à cette espérance, à cette volonté collective que nous avons pu vaincre.

Ce ne sont pas les quelques dizaines que nous sommes qui sortent vainqueurs de ce combat, ce sont les milliers que nous sommes ensemble. Que ceux qui n'ont pas cru à notre victoire, qui ont tendu l'oreille vers le pessimisme y réfléchissent.

Notre patron avait cru nous asphyxier, nous démoraliser ; il avait cherché et obtenu l'aide du groupe patronal de la Métallurgie. La solidarité ouvrière a brisé cette manœuvre.

Avant de reprendre, nous avons voulu prendre le temps de vous expliquer ces quelques conclusions que nous avons tirées de notre lutte, et remercier chaleureusement tous ceux qui nous ont apporté leur appui, si modeste soit-il.

Ensemble nous avons gagné, et c'est cela qui est important.

CE N'EST QU'UN DÉBUT !

LE COMBAT DES TRAVAILLEURS CONTINUE !

Les grévistes de Girosteel.
Le 13-4-1972.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINES PORCHER A ROANNE

Depuis le 24 mars, des débrayages quotidiens de deux heures ont lieu en fin de poste, à l'usine sanitaire Porcher au Coteau près de Roanne qui emploie 300 ouvriers environ. C'est par 103 voix contre 39, que la grève illimitée a été décidée le 11 avril. Une fois encore, c'est la base qui a décidé de passer à une forme d'action plus ferme, pour le succès des revendications suivantes : augmentation des salaires de 100 F, augmentation de la prime de vacances, de la prime de transports et pour la suppression des 3 jours de carence en cas de maladies. Ce sont des assemblées générales où les travailleurs peuvent s'exprimer, qui décident de la reconduction de la grève. C'est la première fois que les femmes participent à la grève.

USINE BERLIET A BOUTHEON (Loire)

Grève illimitée d'une cinquantaine d'ouvriers depuis le 10 avril pour l'augmentation des salaires et pour de meilleures conditions de travail.

PAPERIES MAUDUIT A QUIMPERLE

Durant la semaine précédant Pâques, un ouvrier du service lessivage est mis à pied 8 jours sur rapport du chef de service, parce qu'il avait ramassé quelques graines de chanvre pour ses oiseaux. Des débrayages ont lieu aussitôt pour protester contre cette sanction. Pendant ce même temps les ouvriers revendiquent sur les conditions de travail.

Le mardi 4 avril, un vote a lieu dans le service, 29 ouvriers sont pour la poursuite du mouvement, un seul est contre. L'atelier étant un service-clé, les 450 autres

ouvriers qui risquaient le lock-out décident de se joindre au mouvement. La grève générale est adoptée pour l'ensemble des ouvriers. N'ayant aucune réponse les ouvriers bloquent les mensuels et à leurs revendications, le mardi 10 avril expliquent leur lutte.

Le lendemain, 25 mensuels se mettent en grève pour soutenir les ouvriers. Dans la soirée de mercredi un premier résultat est acquis : une prime forfaitaire de le mois de mai et de 15 centimes pour 50 F, un rattrapage de 10 centimes pour décembre, une prime de vacances de 150 F (les ouvriers demandaient 200). Le travail a repris le 13 avril.

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS BERNIS A LIMOGES

Les travailleurs décident mardi 11 avril de prolonger la grève de 24 heures pour obtenir le reclassement d'un syndicaliste licencié par la direction.

LE CAPITAL TUE

Le capital, encore une fois, a tué deux ouvriers sur un chantier situé au 58 boulevard du Général-Leclerc à Neuilly dans les Hauts-de-Seine. Ces deux ouvriers du bâtiment sont morts écrasés, vendredi 14 avril par l'écroulement d'un mur. Il s'agit de Mohamed Mousouris, 43 ans, marocain, et de Pantis di Jean, 49 ans, tunisien.

Contre les crimes du capital qui ne respecte même pas ses propres lois, ripostons dans l'unité à la base et dans l'action, imposons l'application réelle de la sécurité et de l'hygiène dans notre travail. Un correspondant

JOINT FRANÇAIS (Saint-Brieuc)

« NOUS AURONS NOS 70 CENTIMES »

Nous avons relaté dans de précédents numéros le déroulement de la lutte des travailleurs du Joint à St-Brieuc en grève depuis le 10 mars.

Le trust C.G.E. refuse de verser les 70 centimes d'augmentation horaire réclamés par les ouvriers sous prétexte que « l'entreprise est en difficulté ». Pourtant en 1968 le chiffre d'affaire était de 87 millions de NF, en 69 de 120 millions et en 70 de 177 millions.

Rappelons que le patron a fait occuper l'usine par les gardes-mobiles.

Voici l'évolution de la lutte des ouvriers du « Joint » depuis le 7 avril. Le 7 au matin, les ouvriers se rendent comme chaque jour devant l'usine investie par les gardes-mobiles en tenue de combat. La colère des travailleurs éclate. Les gardes-mobiles se font « soigner » à coups de pierres. Ils répondent par des tirs de grenades. Une ouvrière est blessée à la tête et transportée à l'hôpital. Tout le matin jusqu'en début d'après-midi, les ouvriers affrontent les gardes-mobiles.

L'après-midi les usines de Saint-Brieuc débrayent. Un grand meeting se tient en ville. Le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. se fait huer lorsqu'il déclare : « il ne faut pas faire de provocations comme en mai 68 ». Une ouvrière blessée par les flics déclare : « Il faut se défendre contre les flics, car ils nous tueront tous, nous et nos enfants ».

La direction propose maintenant 20 centimes immédiatement et 20 en octobre. En réponse, une manifestation va jusqu'à la préfecture : « Nous aurons nos 70 centimes ». Un meeting de soutien s'est déroulé à Guingamp. Des membres du comité de grève du « Joint » y étaient présents. Ils déclarèrent : « ... Dans l'usine, les travailleurs subissent toute l'année la violence bourgeoise : l'exploitation capitaliste », et encore : « On n'est pas violent mais on est obligé de répondre à la violence ».

Plus que jamais les ouvriers du « Joint » sont déterminés à vaincre.

SALLE LANCRY (PARIS)

VENDREDI 5 MAI à 20 h. 30

CLASSE contre **CLASSE**

--MEETING PROLÉTARIEN--

ORGANISÉ PAR « L'HUMANITÉ ROUGE »

★ AFFICHEZ H. R. ★

U.S. Nazis, hors d'Indochine!

Alors que les Forces Armées Populaires de Libération poursuivent leur offensive généralisée et marchent victorieusement sur la route de la victoire totale, les agresseurs impérialistes américains et l'armée fantoche saïgonnaise subissent de lourdes défaites.

Le plan de vietnamisation du criminel de guerre Nixon est en pleine débâcle comme le montrent les quelques exemples que nous publions ci-dessous, parmi tant d'autres victoires des F.A.P.L.

Les F.A.P.L. ont tué, blessé ou fait prisonniers du 20 mars au 2 avril 1 200 ennemis dans la région du Sud-Ouest de Hué, province de Thua Thien, détruit 19 véhicules militaires dont 15 tanks et blindés.

Dans la province de Binh Long au Sud-Vietnam, les F.A.P.L. et la population ont lancé de violentes attaques contre les agresseurs U.S. et leurs fantoches le long de la route n° 13 du 5 au 7 avril. Plus de 2 500 ennemis ont été tués et blessés :

et fait prisonniers 1 000 autres ennemis y compris des officiers supérieurs et des « conseillers » américains : elles ont détruit ou saisi 400 véhicules militaires, 24 pièces d'artillerie, abattu 10 avions et saisi une grande quantité d'armes et de matériel de guerre.

Les habitants de « 16 hameaux stratégiques » du district de Loc Ninh et de 10 autres environnant le chef lieu de la province se sont dressés et ont démoli des appareils de domination ennemie, dissous toutes les organisations de la « garde civile » et établis les pouvoirs politiques révolutionnaires régionaux.

Le commandement des F.A.P.L. du Sud-Vietnam a publié le 11 avril 1972 un ordre appelant tous les officiers et combattants des F.A.P.L. à poursuivre leur lancée victorieuse pour remporter la victoire totale dont voici une importante partie :

« Nos forces armées et notre popula-

tion remportent de grandes victoires sur tous les champs de bataille, attaquant et anéantissant sans cesse l'ennemi, de la région de quang tri-thua thien et des hauts plateaux à la 5° zone et au nam bo (delta du mékong).

Partout au Sud-Vietnam, notre population se soulève pour écraser la domination de la clique U.S.-Thieu et saisir le pouvoir.

Les impérialistes américains et la clique traître de Nguyen Van Thieu subissent des défaites lourdes et pataugent dans une situation embarrassante. Le moral des officiers et soldats ennemis baisse rapidement. Nombre d'unités massives de l'ennemi ont été anéanties, beaucoup d'autres ont refusé de combattre, se sont rendues ou se sont désagrégées.

Les forces armées et les peuples du Laos et du Cambodge sont en train d'attaquer violemment l'ennemi et de remporter de grandes victoires.

Pour remédier à leur défaite et sauver leurs laquais, les impérialistes américains envoient sans vergogne davantage de forces de l'air et de mer au Vietnam massacrer notre population du Sud et bombarder et pillonner avec sauvagerie la partie septentrionale de notre pays.

En abattant de nombreux avions et endommageant plusieurs bâtiments de guerre américains, les héroïques forces armées et population du Nord ont dûment

puni les gangsters américains pour avoir commis des actes d'agression.

En application du testament sacré de notre président bien-aimé Ho Chi Minh et en réponse aux aspirations les plus pressantes de notre peuple du Nord et du Sud Vietnam :

Le commandement des forces armées populaires de libération du Sud Vietnam donne les directives pour mener la lutte jusqu'à la victoire complète.

L'impérialisme américain ne pouvant effacer ses défaites militaires au Sud Vietnam, son échec de la « vietnamisation » a sur ordre du criminel de guerre Nixon, envoyé le 16 avril, 200 avions parmi lesquels de nombreux B 52 bombarder le port de Hai Phong et la banlieue de Hanoi faisant de nouvelles victimes parmi la population. Les unités combattantes vietnamiennes ont abattu 5 avions ennemis dont un B 52. Ce nouvel acte criminel de Nixon n'empêchera nullement la défaite totale des agresseurs et de leur fantoches. Le peuple vietnamien est plus que jamais déterminé à vaincre.

Le peuple vietnamien a le soutien de tous les peuples du monde dans sa juste lutte pour l'indépendance et la liberté.

Si le gouvernement américain veut vraiment résoudre la question du Vietnam, il doit reprendre les négociations de Paris sur la base des propositions de paix en sept points du G.R.P. Sud-Vietnamien.

DE LA BASTILLE A LA NATION



Des milliers d'anti-impérialistes, environ 10.000 ont manifesté samedi 15 avril à Paris leur soutien politique à la guerre populaire de libération menée par les trois peuples d'Indochine contre les agresseurs américains. Dans les rues de Paris, de la Bastille à la Nation ce sont des milliers de voix qui ont criés leur soutien à l'héroïque peuple vietnamien en marche vers la victoire totale. Des mots d'ordres souvent répétés jaillissaient des poitrines : « Vietnam, Laos, Cambodge, Vive la guerre du peuple », « Les peuples d'Indochine vaincront », « La guerre du peuple est invincible », « F.N.L. vaincra ».

Ces milliers de manifestants criaient aussi leur haine aux agresseurs impérialistes américains : « U.S. Nazis hors du Vietnam », « Nixon criminel de guerre », etc.

Dans cette manifestation anti-impérialiste on remarquait les grandes banderoles de l'Humanité-Rouge portés par ses militants qui résistaient au vent qui soufflait par moment. Sur la plus grande de ces banderoles on pouvait lire : « Peuples du monde, Unissez-vous, pour abattre les agresseurs américains et

leurs laquais », sur une autre : « Les peuples d'Indochine vaincront » entourés de drapeaux rouges et des drapeaux des trois peuples d'Indochine, précédées d'une immense toile où était peint nos grands maîtres : Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung.

A côté de cette toile, une plus petite représentant le leader vénéré du peuple vietnamien : Ho Chi Minh. Tout au long du parcours de nombreuses personnes soutenaient cette manifestation anti-impérialiste ; des personnes à leurs fenêtres acclamaient les manifestants, tels ces personnes qui avaient à leur fenêtre un drapeau du Sud-Vietnam et le portrait de l'ouvrier Pierre Overney assassiné par le capital et qui brandissaient le petit livre rouge du Président Mao Tsé-toung.

L'Internationale retentit à plusieurs reprises, et dans les rangs de l'Humanité-Rouge le 7^e couplet créé au Congrès Constitutif du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France le 31 décembre 1967.

Parti de la Bastille à 18 h 30, les manifestants se sont dispersés, il était environ 19 h 30.

UN CHOIX DE BROCHURES VIETNAMIENNES

(PRIX 6 FRANCS)

- Les peuples indochinois vaincront. 1970 (conférence au sommet des 4 parties des 3 peuples indochinois).
- De Khe Sanh à Tchépone. 1971.
- Les bases du règlement de la question vietnamienne. 1971.
- Le problème vietnamien. 1967.
- Crimes de guerre américains au Vietnam. 1968.
- 1970. GIAP - La guerre de libération nationale au Vietnam.
- Scène de l'offensive et du soulèvement généralisés. 1968.
- HO CHI MINH - Contre l'agression US pour le salut national. 1967.

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.)

A l'occasion des 60 ans du camarade Kim-Il-Sung, dirigeant du peuple coréen

Un peuple, à travers son dirigeant

Il y aura 60 ans, le 15 avril, naissait le camarade KIM IL SUNG, dirigeant incontesté du peuple coréen. Les révolutionnaires du monde entier, tous les amis du peuple coréen, célèbrent cette journée, anniversaire d'un homme dont la vie se confond avec celle de son peuple ; dont les aspirations, les combats, les souffrances, les victoires sont celles de son peuple ; d'un guide qui sut à chaque étape de la lutte du peuple coréen indiquer la voie qui menait des ténèbres de l'oppression à la lumière du socialisme.

Né dans une famille de paysans pauvres aux riches traditions révolutionnaires, Kim Il Sung engagea la lutte pour la libération de la Corée, alors occupée par l'impérialisme japonais, dès l'âge de 14 ans.

Déjà, il organisait les jeunes Coréens pour chasser l'occupant ; partout où il passait il propagait le marxisme-léninisme et plus rien n'était comme avant. Dès 1927, à l'âge de 15 ans, il fonda l'Union de la Jeunesse anti-impérialiste et la même année l'Union de la Jeunesse communiste. Déjà, Kim Il Sung était connu et aimé du peuple coréen.

Ni la prison, ni la torture ne vinrent à bout de celui qui pour la première fois définissait clairement les tâches de la révolution coréenne et les forces qui permettraient de les réaliser. Comment chasser l'occupant ? Par la lutte armée : « Nous devons nous dresser et combattre l'arme à la main », tel fut l'appel que Kim Il Sung lança au peuple coréen.

Et déjà il éduquait le peuple coréen dans l'esprit révolutionnaire du djoutché, compter en toutes circonstances sur ses propres forces car la révolution coréenne doit être l'œuvre du peuple coréen lui-même.

Née en 1930, l'Armée Révolutionnaire de Corée développa rapidement son action. C'est à cette époque que les masses coréennes donnèrent à celui qu'elle reconnaissait pour leur dirigeant le nom de Kim Il Sung, ce qui signifie Soleil radieux de la Corée.

D'année en année, de nouvelles régions étaient libérées, le Gouvernement Révolutionnaire Populaire

fondé, et en août 1945, au terme de quinze années de lutte armée, l'impérialisme japonais était chassé.

LA PATRIE LIBEREE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE DE COREE

Devant les masses rassemblées pour acclamer son retour à Pyoungyang, Kim Il Sung lançait cet appel : « Il est grand temps pour nous, la nation coréenne, de marcher en avant, en conjuguant toutes nos forces, pour l'édification d'une patrie, nouvelle, démocratique » ; appel que le peuple coréen allait faire sien. Mais déjà l'impérialisme U.S., prenant la relève de l'impérialisme japonais, occupait la partie sud du pays. Dès lors se posait encore une fois la nécessité de libérer le sol national...

Le 10 octobre 1945 naissait le Parti communiste de Corée.

Le pouvoir populaire devenait une réalité : dans chaque localité étaient constitués des comités populaires.

L'appareil de domination coloniale de l'impérialisme japonais était complètement détruit et en 1946 naissait le Comité Populaire Provisoire de Corée du Nord ; pouvoir populaire s'appuyant sur la large alliance des forces anti-démocratiques et anti-féodales fondée sur l'unité des ouvriers et paysans, sous la direction de la classe ouvrière.

La question agraire était le problème numéro un. Le mot d'ordre

« la terre à ceux qui la travaillent » devint réalité. Les industries appartenant à l'impérialisme japonais et

DITES-NOUS MONSIEUR POMPIDOU

QUI SONT LES SAUVAGES ?

Au moment où un cadre répressif de chez Renault était mis pour quelques jours en pénitence, Pompidou qui n'avait pas eu un seul mot pour commenter l'assassinat fasciste du jeune ouvrier Pierre Overney, se joignait avec empressement au chœur horrifié de tous les clans de la bourgeoisie. Et de s'écrier qu'il ne tolérerait pas dans notre pays ces procédés « dignes des pays de sauvages » ! Les « sauvages » en question sont sans doute, pour lui, les peuples espagnol, turc, latino-américain qui osent se dresser contre leurs oppresseurs.

Notons que M. Pompidou et ses semblables s'étaient montrés infiniment plus discrets au moment de l'enlèvement, suivi d'assassinat, du révolutionnaire marocain Ben Barka, sur notre territoire.

Quant à leur « société nouvelle » en voici quelques tristes échantillons que le peuple de France, lui, ne veut plus tolérer, pas plus que le système d'exploitation qui les engendre !

UN OUVRIER IMMIGRE FRAPPE ET C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI EST FRAPPEE



ses valets furent nationalisés. Huit mille écoles étaient créées.

En 1947, à la suite d'élections démocratiques, était instauré le Comité Populaire de Corée du Nord : le premier pouvoir de dictature du prolétariat en Corée. L'édification du socialisme s'engageait, un vaste mouvement de lutte contre les idées bourgeoises et féodales était lancé.

Repoussant les propositions formulées par Kim Il Sung pour la réunification pacifique de la Corée, l'impérialisme U.S. renforçait son oppression sur la population du sud du pays et préparait l'agression contre le nord.

ECHEC AUX AGRESSEURS U.S.

Le 20 juin 1950, l'impérialisme U.S. déclençait l'invasion contre le nord. Une fois de plus, Kim Il Sung indiqua la voie du salut au peuple coréen. Il lui lançait l'appel suivant :

« Allons de l'avant pour chasser complètement les impérialistes U.S. du sol de notre patrie où les restes de nos ancêtres sont enterrés de génération en génération et où nos chers enfants grandissent ! »

Avec le soutien des Volontaires du peuple chinois, le peuple coréen en armes infligea de sévères défaites

aux envahisseurs qui se rendirent coupables de crimes surpassant ceux d'Hitler, et qui provoquèrent de vastes manifestations populaires dans le monde entier et en particulier en France. Ouvriers, paysans, intellectuels, enfants, femmes, vieillards, le peuple coréen héroïque défendait pied à pied sa patrie.

Kim Il Sung insufla au peuple entier la confiance en la victoire : « Les impérialismes U.S. ont beau faire des efforts forcés pour menacer le peuple d'armes atomiques et pour subjuguier le peuple avec leur technique militaire, leur ambition finira par un échec inévitable... »

Le 27 juillet 1953, les agresseurs étaient contraints de signer l'Accord d'armistice.

EDIFIER LE SOCIALISME, REUNIFIER LA PATRIE

Rebâtir le nord du pays, chasser les Yankees du sud de la patrie et réaliser son unité, tels étaient maintenant les objectifs que fixa Kim Il Sung.

Comptant sur ses propres forces et mettant en application le mot d'ordre : « En avant à l'allure de Tcheullima ! » (1), le peuple coréen obtint de grands succès dans l'édification du socialisme.

Avançant dans la voie du renforcement de la dictature du prolétariat, se tenant prêt à répondre à toute nouvelle agression de l'impérialisme U.S. et de ses valets, ouvrant à la réunification de sa patrie, le peuple coréen sous la direction du camarade Kim Il Sung va de l'avant.

VIVE LE CAMARADE KIM IL SUNG !

VIVE L'HEROIQUE PEUPLE COREEN !

VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE, DEMOCRATIQUE DE COREE !

(1) Tcheullima : cheval ailé de la légende coréenne, il se déplace par de grands bonds en avant !

Justice bourgeoise, justice raciste

Dans une période où les agressions racistes contre les travailleurs immigrés se multiplient, il est bon que tous les travailleurs sachent que ces agressions ne sont pas le fait que d'individus isolés. Ces actes sont, en effet, encouragés par le pouvoir capitaliste lui-même et son appareil d'Etat donne lui-même l'exemple.

C'est ainsi que l'agence A.P.L. - Marseille nous informe des scandaleux agissements des tribunaux bourgeois :

« Le 18 septembre 1965, la police vient visiter le bidonville de Campagne-Benosse. Le fourgon s'arrête devant la maison de Mme veuve Jabely pour venir chercher sa fille, Marie-Agnès, âgée de trois ans et demi. Dans le fourgon se trouve Mme Ambrochère, assistante sociale, qui a vu toutes les semaines la fillette et a pu constater qu'elle était bien soignée et propre. La police, exécutant une décision du juge des mineurs qui s'appuie sur la loi du 23 décembre 1958 qui lui permet de retirer un enfant à ses parents au titre des mesures d'assistance éducative, demande à la mère de la suivre avec son enfant. M. Kacemi, un travailleur arabe qui vit avec Mme Jabely, et qui a élevé Marie-Agnès depuis sa naissance, cherche à s'interposer. On lui dit que ne portant pas le nom de l'enfant, il n'a aucun droit. Ils emmènent l'enfant et sa mère dans le fourgon. Quelques centaines de mètres plus loin, ils arrêtent le fourgon et jettent brutalement Mme Jabely au dehors, lui occasionnant des blessures au bras et au ventre. Puis ils repartent avec l'enfant, laissant la mère blessée sur la chaussée. Celle-ci a dû être hospitalisée.

Mme Jabely a décidé alors d'aller en justice. Trois ans plus tard, une instance modificative est ouverte. Le tribunal de grande instance de Marseille :

Mme Jabely, qui habite maintenant à la Villette, a notamment acheté un appartement, de manière à donner à sa fille un logement décent, mais toujours sans résultat. Elle a seulement le droit de voir sa fille un dimanche par mois dans l'établissement « Au rayon de soleil », à Cannes. M. Kacemi n'a pas le droit de la voir. »

Dénonçons sans relâche le racisme, arme de division de la classe ouvrière, travailleurs français, travailleurs immigrés unissons-nous !

Correspondant H.-R. Marseille.

MARSEILLE :

LES NAZIS D'ORDRE NOUVEAU ATTAQUENT DES TRAVAILLEURS

De plus en plus fréquemment, aux quatre coins de la France, des voyous fascistes agressent des travailleurs immigrés.

Au racisme, cette arme que la bourgeoisie utilise pour diviser la classe ouvrière, les travailleurs doivent opposer leur unité. A chaque agression doit répondre l'action de masse des ouvriers français et immigrés. Cette riposte doit se préparer et se mener avant tout à partir des usines et des chantiers. C'est là que se forment l'unité des travailleurs français et immigrés, c'est de là que doit venir la riposte.

Mardi 11 avril au petit matin, quatre fascistes circulant dans une « 403 » Peugeot de couleur claire ont attaqué deux travailleurs immigrés qui se rendaient à leur dur travail (si mal payé !).

Roué de coups par les brutes fascistes, un des travailleurs a été assommé et laissé sans connaissance sur le sol.

Un ouvrier d'origine espagnole voulut secourir son frère de classe blessé... les bandits lui tirèrent alors dessus plusieurs coups de révolver ; il a été blessé à la cuisse gauche.

Les nerfs fascistes sont un produit « naturel » de la pourriture capitaliste et nous devons nous attendre

seille rejette cette demande, rejet confirmé par la cour d'appel d'Aix, le seul motif invoqué étant le fait que la mère vivait avec un Arabe et fréquentait les milieux nord-africains. Ci-après un extrait de cet arrêt, rendu le 24 novembre 1969 :

« ... statuant sur l'appel régulier de la Dame Jabely née Bis Josette, et d'après l'arrêt du 14 avril 1969 de la Cour de céans ordonnant une enquête complémentaire ;

« attendu que les résultats de cette enquête ne sont pas plus favorables à l'appelante ; que celle-ci vit toujours avec le nommé Kacemi et fréquente les milieux nord-africains ; qu'il n'apparaît pas possible dans ces conditions de lui rendre la jeune Marie-Agnès... »

Un avocat a remarqué que cette pratique était courante chez certains magistrats, si prompts d'habitude à défendre la famille, sauf quand celle-ci comprend un Noir ou un Nord-Africain ; à ce moment-là, elle n'a plus aucune valeur. Il a remarqué également que dans cet arrêt les magistrats avaient eu l'audace de l'écrire noir sur blanc, alors que d'habitude, pour ne pas choquer l'opinion, ils cachent les véritables raisons sous un fatras d'arguties juridiques.

Mme Jabely, qui habite maintenant à la Villette, a notamment acheté un appartement, de manière à donner à sa fille un logement décent, mais toujours sans résultat. Elle a seulement le droit de voir sa fille un dimanche par mois dans l'établissement « Au rayon de soleil », à Cannes. M. Kacemi n'a pas le droit de la voir. »

Dénonçons sans relâche le racisme, arme de division de la classe ouvrière, travailleurs français, travailleurs immigrés unissons-nous !

Correspondant H.-R. Marseille.

MARSEILLE :

LES NAZIS D'ORDRE NOUVEAU ATTAQUENT DES TRAVAILLEURS

De plus en plus fréquemment, aux quatre coins de la France, des voyous fascistes agressent des travailleurs immigrés.

Au racisme, cette arme que la bourgeoisie utilise pour diviser la classe ouvrière, les travailleurs doivent opposer leur unité. A chaque agression doit répondre l'action de masse des ouvriers français et immigrés. Cette riposte doit se préparer et se mener avant tout à partir des usines et des chantiers. C'est là que se forment l'unité des travailleurs français et immigrés, c'est de là que doit venir la riposte.

Mardi 11 avril au petit matin, quatre fascistes circulant dans une « 403 » Peugeot de couleur claire ont attaqué deux travailleurs immigrés qui se rendaient à leur dur travail (si mal payé !).

Roué de coups par les brutes fascistes, un des travailleurs a été assommé et laissé sans connaissance sur le sol.

Un ouvrier d'origine espagnole voulut secourir son frère de classe blessé... les bandits lui tirèrent alors dessus plusieurs coups de révolver ; il a été blessé à la cuisse gauche.

Les nerfs fascistes sont un produit « naturel » de la pourriture capitaliste et nous devons nous attendre

Reprenons le juste mot d'ordre des anciens qui ont lutté efficacement contre la vermine fasciste avant la deuxième guerre mondiale : « Ne laissons pas toucher un cheveu de travailleur, qu'il soit français ou immigré. Pour un œil, les deux yeux ! Pour une dent, toute la gueule ! »

Les militants marxistes-léninistes de Marseille Sud.

O. R. T. F. :

La lutte contre le démantèlement bradé par les syndicats

Les trusts monopolistes aux abois devant la crise générale du Capital et la montée des luttes ont un intérêt *urgent* à la mainmise directe sur les services « publics » ou « nationalisés » pour s'assurer de nouveaux profits sur le dos des travailleurs.

L'urgence de cette mainmise a un lien direct évident avec les tractations en cours pour « l'édification » d'une Europe des Monopoles, et la supercherie électorale du référendum de Pompidou, fondé de pouvoir de la bourgeoisie monopoliste.

La télévision à le double intérêt pour le capitalisme monopoliste d'Etat d'être à la fois son instrument de propagande favori et un domaine d'investissements économiques très important pour les secteurs « en pointe » de l'économie (industrie électronique surtout) c'est dire l'enjeu politique, économique et idéologique énorme du démantèlement de l'O.R.T.F. pour les trusts intéressés, et on peut déjà imaginer la bassesse culturelle d'une télévision déjà pourrie entre les mains d'« idéologues » directement appointés au grand capital.

A l'exemple de ce qui se passe dans les autres secteurs « publics » ou « nationalisés », la mainmise des intérêts monopolistes orchestrée par les hommes de main qu'ils ont placés au pouvoir et dans les postes-clés de l'administration de l'office se manifeste par :

- l'aggravation des conditions de travail ;
- la paralysie délibérée du fonctionnement de l'office ;
- la déqualification, la personnalisation des salaires et le retard dans les paiements ;
- les mutations arbitraires ;
- la menace de licenciements massifs (notamment par l'automatisation et la modernisation des techniques) ;
- le blocage de l'embauche et le recours généralisé à l'auxiliarat (près de 3.000 employés temporaires

pour 14.000 employés statutaires) ;

- la réduction du budget général ;

- l'augmentation de la productivité ;
- l'appel croissant aux sociétés privées ;

- la répression.

Il ne se passe pas une semaine sans qu'éclatent les luttes dans tous les services parisiens et de province. (Récemment tous les employés de la région de Limoges se sont mis en grève illimitée contre une mutation arbitraire).

Le mécontentement des travailleurs de l'office est général. Dans leur immense majorité ils luttent pour la sauvegarde du service public.

Objectivement c'est un obstacle au démantèlement, même si tous n'ont pas clairement conscience des intérêts en jeu dans l'affaire.

La récente grève déclenchée par la F.S.U. (Fédération Syndicale Unifiée, « syndicat » réactionnaire regroupant la majorité des techniciens) et la C.F.D.T. (très minoritaire) avait pour but de dévoyer la combativité des travailleurs sur des objectifs démagogiques et secondaires (démission de quelques technocrates et aménagements des grilles de salaires des techniciens). Les « dirigeants » F.S.U.-C.F.D.T. ont été clairement démasqués dans cette sordide manœuvre.

De son côté le S.N.R.T.-C.G.T. (syndicat National de la Radio-Télé-

vision) obéissant aux directives électorales du P. « C. » F. « majoritaire »... au Bureau National, freine les luttes pour tenter d'imposer le « Statut Démocratique de l'O.R.T.F. » qui fait partie de la panoplie du « programme de gouvernement d'Union populaire et démocratique ».

Pour leurs revendications immédiates les travailleurs de l'O.R.T.F. préparent patiemment leur unité à la base. Ils joueront inévitablement un rôle décisif dans la dénonciation de la FASCISATION des ondes nationales, et dans la lutte générale contre le Pouvoir des Monopoles.

Les marxistes-léninistes
de l'O.R.T.F.

MAGASIN UNIPRIX (Puy-en-Velay - Haute-Loire) :

3^e SEMAINE DE GREVE

1^o POURQUOI ?

— Salaire mensuel de 703 F, même pour les anciennes qui travaillent depuis 18 ans.

— Les auxiliaires travaillent au bon vouloir de la direction : 3, 4 ou 5 jours par semaine.

— Les vendeuses sont en même temps caissières. En cas d'erreur, ce sont les brimades et les avertissements.

2^o CONDITIONS DE TRAVAIL :

Les vendeuses sont debout et bousculées toute la journée, sans siège à leur disposition pour leur permettre de souffler un peu.

Pourtant les lois sur le travail prévoient qu'un siège doit être mis à leur disposition.

3^o LES REVENDICATIONS

Après le refus de la direction de

satisfaire leurs revendications, les vendeuses se sont mises en grève (sauf les cadres qui n'ont pas à se plaindre) pour les revendications suivantes :

- Un salaire de 1 000 F par mois ;
- L'application de la convention collective nationale Nouvelles Galeries ;
- Une garantie de salaire en cas de maladie ou accident.

4^o L'ORGANISATION PAR LES VENDEUSES DE LA POPULARISATION DE LEUR GREVE ET DE LA SOLIDARITE FINANCIERE

La grève est menée par l'ensemble du personnel avec une détermination qui grandit de jour en jour.

Au début les vendeuses, qui restent en permanence devant le magasin, n'empêchaient pas les acheteurs d'entrer. Mais devant l'intran-

sigeance de la direction, elles ont dû former des piquets de grève (assises sur des chaises à l'entrée). Cette attitude a été bien comprise par la population qui contribue au soutien financier.

La direction propose à la fin de la deuxième semaine la somme ridicule de 15 F par mois.

Après un refus catégorique des grévistes, la direction a décrété le lock-out.

Face à cette nouvelle manœuvre de la direction, les grévistes unies sont déterminées à vaincre, forte de l'appui de la population laborieuse qui est appelée à un rassemblement devant le magasin.

TOUTES UNIES dans la lutte CLASSE contre CLASSE, les vendeuses du magasin UNIPRIX obtiendront satisfaction.

Correspondant H.-R.

TÉMOIGNAGE SUR LES TORTURES AU MAROC

Le Maroc est un pays où l'usage de la torture est fréquent. Hassan II et son chien sanglant Oufkir, assassin reconnu de Mehdi Ben Barka, croient ainsi briser les luttes du peuple marocain. Mais, comme le montre le témoignage que nous publions, rien ne peut venir à bout de la pensée révolutionnaire.

Déclaration d'Abraham Serfaty (extraits)

« ... Arrêté le 27 janvier 1972 à 7 heures du matin à mon domicile, j'ai été soumis, dès mon arrivée au commissariat régional de Rabat, à une première séance de tortures qui a duré jusqu'à 8 h 30, une seconde séance ayant eu lieu plus tard dans la matinée pendant une durée que je ne puis évaluer.

J'ai été suspendu à un manche à balai posé sur deux bureaux distants de 1 mètre environ, de la façon suivante : les poignets noués par une corde, les bras sont passés au-dessus des genoux et enfoncés de façon à ce que le manche à balai puisse être glissé entre les avant-bras et le creux des genoux. Une fois suspendu, le corps prend une position d'équilibre qui situe la tête pratiquement à l'horizontale. Le bandeau déjà enserrait les yeux, une serpillière sale est posée sur le reste du visage, recouvrant le nez et la bouche. De l'eau est alors versée sur le chiffon.

Cette méthode a ainsi un double effet : physiologique, par l'étouffement effectif provoqué par l'eau que l'on ne peut alors qu'avaler, malgré tous les efforts que l'on peut faire pour s'en empêcher, du fait du chif-

fon qui forme un drain inexorable ; psychique, par une sensation de perte nettement plus forte que dans le cas de la noyade où le corps entier plonge sous l'eau, et aussi par la douleur elle-même provoquée à la fois par cette sensation et par la contraction interne de lutte contre l'étouffement.

Le plus dur, le plus angoissant est le début. Avant de commencer, les tortionnaires m'avaient indiqué de lever le doigt si je voulais parler. Je savais que céder ferait de moi une chiffon molle entre leurs mains, aurait réduit à néant une vie entière de luttes, aurait rendu vains les sacrifices consentis. Il fallait mourir pour sauver le sens même de sa vie. Mais la mort en soi n'est rien. Au demeurant, il y a longtemps que j'avais fait mon choix. Ici, à cet instant, il fallait surmonter la souffrance. Or, la concentration morale sur toutes les raisons que l'on a de ne pas céder, non seulement permet d'être plus fort que la souffrance mais finalement, de l'estomper, de la faire passer à un état second. Si la conception marxiste de l'homme avait encore besoin d'une confirmation, c'est là qu'elle apparaît, éclatante.

tante. Le militant, isolé entre ses tortionnaires, est le plus fort, plus fort que la torture, plus fort que la mort. La pensée révolutionnaire efface la souffrance. Le corps, littéralement, effectivement, est déconnecté. La torture peut se poursuivre indéfiniment. Ce sont les tortionnaires qui se fatiguent.

Pendant ce temps, dans le noir du bandeau, dans le froid qui envahit, la pensée reste étonnamment en éveil. Pas un bruit, pas une parole de mes tortionnaires ne m'ont échappé.

Le plus important est ceci ; les opérations de tortures étaient dirigées par quelqu'un dont je n'ai jamais retrouvé la voix parmi les trois commissaires que j'ai pu voir ensuite à la sûreté régionale, quelqu'un donc qui ne pouvait venir que de la Sûreté nationale ; et dont il y a de fortes raisons de penser qu'il ne peut être que Français. En effet, la voix s'exprimait dans un français sans aucun accent et ne s'exprimait qu'en français, même pour donner des instructions techniques aux tortionnaires qui me harcelaient en arabe du « parle ou tu vas mourir » ou bien de « Serfaty, vas-tu parler ? ». Ces instructions, dans la première séance, précisaient de pincer les narines, ce qui rend en effet l'aspiration d'eau par la bouche beaucoup plus efficace. Ce même supérieur est intervenu directement une fois lors de la deuxième séance, sans doute s'énervait-il, pour m'asséner plusieurs fortes baffes sur la tête en disant, toujours seul à ne

s'exprimer qu'en français : « Alors, tu vas parler ? ». Enfin, vers la fin de la deuxième séance, j'entendis cette voix prononcer à voix basse, comme pour soi-même, et toujours dans ce français sans le moindre accent, exactement ceci : « Il faudra bien qu'on l'ouvre, cette boîte à archives ». De quel nouveau Garcette s'agit-il ? (1).

Toutes ces opérations se sont déroulées dans les locaux du service urbain de la police judiciaire de Rabat.

Abraham SERFATY,
3 mars 1972. »

(1) Garcette était sous le protectorat inspecteur-chef des Renseignements généraux de Casablanca, chargé de la répression politique dans cette ville et tortionnaire notoire.

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)

(par notre intermédiaire)

(ajouter 15 % de port
à toute commande)

Le P.C.F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale (24)

La ligne théorique élaborée de 1937 à 1939 par le secrétaire général du P.C.F. (4)

L'IMPOSSIBLE PLAIDOYER DE L'INSTITUT M. THOREZ

Une vive polémique s'est instaurée en 1970 entre l'Institut Maurice Thorez et l'Institut de Recherches de la fondation Ebert portant précisément sur l'attitude du Parti Communiste français dans les questions coloniales.

Jean Suret-Canale, Président de l'aréopage français, a riposté, dans le numéro 18 des luxueux « Cahiers de l'Institut Maurice Thorez » (2 trimestre 1970) à l'étude publiée, sous les auspices de l'aréopage social-démocrate allemand, par Jacob Moneta sous le titre « Le P.C.F. et la question coloniale ». Traduit en français, ce livre venait de paraître sous parrainage trotskyste, sans rien d'ailleurs, dans son contenu, qui le situe sérieusement dans la ligne du perpétuel adversaire idéologique et politique de Lénine, si ce n'est la qualité sociale-démocrate de son auteur.

L'étude en cause présente de nombreux textes extraits des « Cahiers du bolchevisme » et des « Cahiers du Communisme » assortis de commentaires parfois fondés et parfois subjectivistes. Sans nul doute ce qui a séduit les trotskystes, coutumiers de la récupération en tous genres, c'est la thèse sans aucun fondement avancée par Moneta pour accréder la responsabilité de Staline et de l'Internationale communiste dans les abandons et reniements des principes de Marx et Lénine dont s'est rendu coupable le Parti Communiste Français vis-à-vis des luttes de certains peuples colonisés pour leur indépendance nationale. Sur ce point précis, notons le silence complet de Suret-Canale. Il est clair que l'Institut Maurice Thorez n'entend pas défendre Staline et ne risque pas d'entrer en contradiction, à son sujet, avec quelque social-démocrate ou trotskyste que ce soit. La réfutation de son Président comporte essentiellement :

1. L'étalage des brevets d'anticolonialisme délivrés, outre celui de Le Duc-Tho, membre du Bureau politique du Parti des Travailleurs du Vietnam, par des dirigeants de Partis africains non prolétariens au Parti Communiste Français.

2. La mise en avant d'un texte émanant du respecté Président Ho Chi Minh.

3. L'emploi d'une polémique plus alimentée d'insinuations et d'injures que d'arguments convaincants, notamment par rapport à la nationalité « allemande » de Moneta. (« L'anticommunisme pathologique qui l'imprègne, se situe dans le prolongement direct de l'idéologie enracinée par le nazisme et nous fait invinciblement penser au mot de Brecht « Le ventre est encore fécond, qui engendra la bête immonde » : C.Q.F.D. Tous ceux qui critiquent le Parti Communiste Français, c'est bien connu, ne peuvent être que des « provocateurs », des « flics », des « fascistes » ou, admirable logique dans le cas particulier, des « nazis » !).

Un seul des arguments de Suret-Canale nous semble digne de réfutation. Le voici :

« ... La position de certains dirigeants nationalistes des colonies, qui n'hésitaient pas à envisager « L'ALLIANCE » avec les fascismes hitlérien, mussolinien ou japonais contre l'impérialisme oppresseur, pour explicable qu'elle fût, n'en était pas moins erronée... ».

Dans le cas précis de l'Algérie, nous l'avons vu, cette allégation ne résiste pas à la recherche historique objective : aucun dirigeant nationaliste-révolutionnaire du peuple algérien n'a « envisagé » de s'allier avec quelque fascisme que ce soit. « L'attitude du fascisme dans les territoires occupés et ses principes

« racistes » pouvaient aisément laisser prévoir de quelle sorte « d'indépendance » pourraient bénéficier les naïfs qui se laisseraient tenter par une telle option... » Ici Suret-Canale imite Saint Jean-bouche-d'or. De plus il enfonce des portes ouvertes. « C'est pourquoi, poursuit-il, en dépit des difficultés et des incompréhensions momentanées que pouvait comporter la renonciation à proposer l'indépendance comme objectif immédiat, les dirigeants les plus clairvoyants du mouvement de libération nationale, parmi lesquels les communistes, en particulier ceux d'Indochine, mirent au premier plan de leurs objectifs la lutte et le rassemblement antifascistes. » Dont acte. En effet, DES 1936, les dirigeants des Partis Communistes des colonies soumis au contrôle du Parti-père français abandonnèrent la ligne fondamentale définie par Lénine dans les 21 conditions et nullement remise en cause par le VII^e Congrès de l'Internationale communiste. Mais en fut-il vraiment ainsi pour le Parti frère vietnamien ? L'Institut Maurice Thorez, riche d'archives nationales et internationales, pourrait-il apporter un seul témoignage datant des années 1936, 1937 ou 1938 et prouvant le renoncement du Parti communiste indochinois au mot d'ordre d'indépendance nationale ?

Suret-Canale, non sans savantes précautions, tente d'abuser son lecteur qui, songeant à la période du Front populaire, la prend spontanément en considération dans sa période ascendante, c'est-à-dire en 1936. Et notre académicien d'avancer l'argument qu'il veut et croit décisif, mais qui va se retourner contre lui : « A l'heure actuelle, écrivait alors le Président Ho Chi Minh dans les directives envoyées de Chine (où il était réfugié), le Parti (Le Parti communiste indochinois), doit s'abstenir de viser trop haut dans ses revendications (indépendance, parlement, etc.), pour ne pas donner dans le piège des fascistes japonais. Qu'il se borne à réclamer les droits démocratiques, les libertés d'association, de réunion, de presse et d'opinion, l'amnistie générale pour les condamnés politiques, qu'il lutte pour le droit à l'activité légale.

En vue de ces objectifs, le Parti doit s'employer à créer un large Front national démocratique, qui comprendrait non seulement les Indochinois, mais aussi des Français progressistes, non seulement les couches laborieuses, mais aussi la bourgeoisie nationale. »

Comme sa démonstration vise à justifier la ligne thorezienne mise en application dès 1936, Suret-Canale fournit à cette citation un contexte habilement orienté dans ce sens : « Le Front populaire, écrit-il, s'il ne modifia pas fondamentalement le régime colonial, rendit possible pendant quelque temps une activité légale ou semi-légale, améliora la législation du travail, et surtout donna l'AMNISTIE aux condamnés politiques. »

On a vu, en effet, comment le gouvernement du « Camarade » Léon Blum s'est empressé de décréter l'interdiction de l'Etoile Nord-Africaine le 27 janvier 1937, et comment le « Camarade » Daladier décréta celle du Parti Populaire Algérien le 29 septembre 1939, qu'à cela ne tienne, la générosité du Front populaire est allée, pour Suret-Canale, jusqu'à permettre une activité « semi-légale » ! Sans doute les camarades vietnamiens surent-ils profiter, et tant mieux, dans leur situation spécifique, d'un certain relâchement temporaire du terrorisme colonial, de 1936 à 1939, mais les

conditions de la lutte nationale dans les pays d'Afrique du Nord ne bénéficièrent pas de circonstances comparables.

Toujours est-il, et c'est le point essentiel que nous désirons mettre en valeur, que le texte de Ho Chi Minh invoqué par Suret-Canale comme figurant dans « des directives envoyées de Chine » (à qui ?) ne date absolument pas de 1936 ou des années suivantes, disons des années de gouvernement du Front populaire. Il ne constitue pas davantage une « directive » à qui que ce soit.

Il s'agit d'un rapport adressé par le dirigeant vietnamien à l'Internationale communiste en juillet 1939, c'est-à-dire à une date où la politique du gouvernement français n'a déjà plus rien à voir avec le programme du Rassemblement populaire de 1936. Ce rapport concerne essentiellement la ligne du Parti frère durant la période du « Front démocratique », front national organisé avec toutes les couches patriotiques d'Indochine, y compris la bourgeoisie nationale, contre l'impérialisme français.

Ce qu'omet de révéler Suret-Canale, trop préoccupé de démontrer la « justesse » de la ligne thorezienne inaugurée par le Parti communiste français, en 1936, c'est que moins de deux ans plus tard, le 6 juin 1941, Nguyen Ai Quoc adressa une « lettre de l'étranger » à ses compatriotes, dans laquelle on peut lire : « Depuis que les Français ont été battus par les Allemands, leurs forces se sont désagrégées. Mais envers notre peuple, ils continuent leurs abominables procédés de pillage, sucent notre sang et appliquent ouvertement une politique de massacre et de terreur... (Ils ont) livré lâchement notre pays aux Japonais. Notre peuple gémit sous un double joug... Non ! Plus de 20 millions de descendants des Lac et des Hong sont décidés à ne pas supporter plus longtemps cette vie d'esclaves. Depuis quatre-vingt ans, sous le talon de fer des pirates français, JAMAIS NOUS N'AVONS CESSÉ DE COMBATTRE POUR LA LIBERTE ET L'INDEPENDANCE NATIONALE QUOI QU'IL EN COUTAT (souligné par nous). Aujourd'hui, l'heure de la libération a sonné. La France s'est révélée incapable d'exercer par elle-même sa domination sur notre pays. Quant aux Japonais, enlisés en Chine... ils ne peuvent engager toutes leurs forces contre nous... Chers compatriotes dans tout le pays ! Levons-nous ! Suivons le glorieux exemple du peuple chinois ! Organisons sans tarder la ligne pour le salut national contre les Français et les Japonais !... A cette heure, la libération nationale prime tout. Unissons-nous, réalisons l'unité d'action pour renverser les Français et les Japonais !

La révolution vietnamienne vaincra !

La révolution mondiale vaincra ! » S'agissait-il là d'une rectification par rapport à la ligne du rapport de 1939 ? Cet appel patriotique comportait-il une autocritique implicite ? C'est là l'affaire de nos camarades vietnamiens et nous nous garderons bien de nous en mêler. Nous indiquons simplement qu'il eut été plus honnête de la part de Suret-Canale de faire état de cette « lettre de loin » du Président Ho Chi Minh. Mais un académicien révisionniste peut-il faire preuve d'honnêteté ?

Cette lettre ardente constituée d'ailleurs une réponse objective de l'Histoire à l'invocation par Thorez de la menace du fascisme sur les colonies françaises : en lui répondant le peuple vietnamien s'est levé à la fois contre les impérialistes

français et les impérialistes japonais. Pourquoi, dans une situation similaire, en cas d'agression fasciste allemande ou italienne contre leurs pays, les peuples d'Afrique du Nord ou du Proche-Orient, jusque là écrasés par le talon de fer du colonialisme français, pourquoi plus particulièrement le peuple algérien n'auraient-ils pas choisi la même voie patriotique que leurs frères d'Indochine ?

LE JUSTE TEMOIGNAGE DES PATRIOTES ALGERIENS

Suret-Canale et l'Institut Maurice Thorez ont exhibé différents brevets d'anticolonialisme délivrés au P.C.F. par certains patriotes africains en raison de circonstances historiques données. Nous avons nous-mêmes souligné les mérites du Parti communiste français vis-à-vis des luttes des peuples coloniaux de 1924 à 1934, et nous ne sommes pas de ceux qui prétendent qu'il n'a pas soutenu le peuple vietnamien dans sa guerre de libération nationale contre l'impérialisme français. Même si, au cours de cette période, nous pouvons relever certaines attitudes fort critiquables, nous pensons que le bilan de ce soutien est resté nettement positif.

Nous n'en sommes que plus à l'aise pour dénoncer les positions imposées par Thorez sur la question coloniale de l'Algérie, dans la pratique dès 1935-1936, sur le plan théorique à partir de juin 1937. Pour en terminer avec sa première innovation de décembre 1937 sur « le droit au divorce et la non-obligation de divorcer », nous avancerons tout simplement le juste témoignage des patriotes algériens, extrait de « La charte d'Alger » rédigée par la commission centrale d'orientation du 1^{er} Congrès de Paris du Front de Libération nationale tenu à Alger du 16 au 21 avril 1964 :

« ... Pendant des années, la propagande de certains milieux français a voulu faire accréder l'idée que ce sont les positions étroitement nationalistes de l'Etoile Nord-Africaine et du Parti du Peuple Algérien qui les ont isolés du mouvement ouvrier international et de la classe ouvrière française. Cette campagne est mensongère et vise à cacher aux masses LES POSITIONS COLONIALISTES DU FRONT POPULAIRE SUR LA QUESTION COLONIALE, sa tendance à subordonner l'action du Mouvement de Libération Algérien à une coalition entre partis français et à imposer en Algérie l'aile réformiste, assimilationniste révélant clairement de quel côté se trouvaient les défenseurs véritables des intérêts du peuple algérien. Le nationalisme, dans les pays colonisés, est la réponse que la population finit par donner à l'oppression coloniale. Il s'oppose au chauvinisme qui est plutôt le propre des pays impérialistes oppresseurs. »

Quelle leçon administrée en termes mesurés, aux dirigeants « communistes » français et algériens ayant à leur tête Maurice Thorez !

Quelle leçon nullement contredite, mais au contraire confirmée par l'expérience des luttes nationales dirigées par le Parti Communiste indochinois, à la tête d'un « Front national démocratique, le « viet-minh » !

Quelle leçon offerte par les représentants de ces militants nationaux-révolutionnaires algériens accusés naguère d'être des « provocateurs », des « complices du fascisme » ou des « agents hitlériens » !

Quelle irréfutable leçon que cette leçon d'un peuple, entier, que cette leçon impitoyable de l'Histoire !

(A suivre.)

Pompidou et l'abstention : " TOUT SAUF ÇA "

Au fur et à mesure que l'heure de la mascarade du référendum approche, la bourgeoisie se sent frissonner de la tête aux pieds : « Et si les abstentions venaient à détraquer la machine à illusions ? » La grande frousse de Pompidou et Cie, c'est bien en effet que massivement les travailleurs lui disent : « Les jeux du cirque électoral, on en a assez ».

« Votez oui, votez non, votez blanc, votez nul, MAIS VOTEZ ! », c'est ce que la bourgeoisie claironne sur les ondes, sur les murs, dans les boîtes à lettres.

Des exemples ? En voilà ! D'abord Pompidou qui réserve deux mots dans son allocution au « non », ajoutant : « Inutile d'insister ».

Et qui s'étend à n'en plus finir sur l'abstention :

« Pousser à l'abstention est une mauvaise action... »

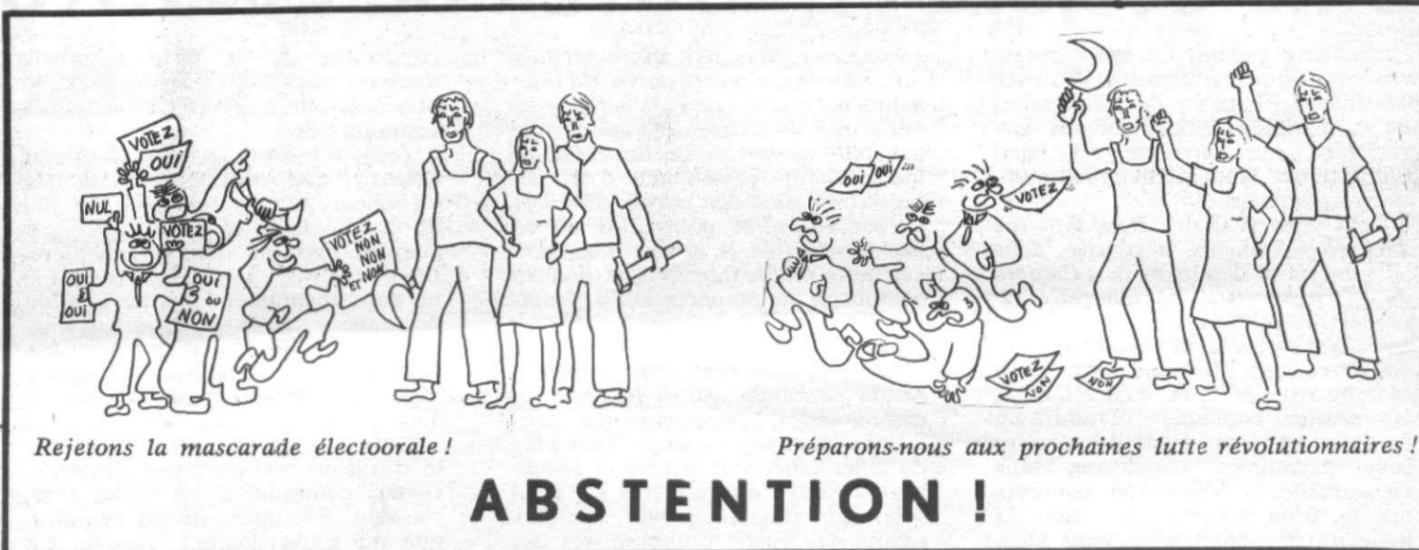
« L'honnêteté voudrait qu'ils vous recommandent uniquement de voter blanc ».

« ... C'est vous inviter à ne pas accomplir votre devoir de citoyen ».

« Françaises, Français, que fait-on de la démocratie ? ». Et voilà c'est lâché !

Citons encore ces paroles de Chaban-Delmas : « La parole vous l'avez le 23 avril. Ne manquez pas de la prendre pour nous-mêmes comme pour nos enfants ».

Écoutez ce que disent les fascistes des C.D.R. : « ... On reste confondu devant le comportement de quelques dirigeants qui tentent de détourner les citoyens de leur devoir civique en les incitant à s'abstenir,...



Rejetons la mascarade électooraale !

Préparons-nous aux prochaines lutte révolutionnaires !

ABSTENTION !

pour combattre la démocratie comme certaines organisations gauchistes... » Et c'est pas fini. Écoutez voir les sénateurs U.D.R. qui lancent « un pressant appel aux élus locaux pour qu'ils apportent leur aide sans réserve à la lutte contre l'abstention » et pour qui l'abstention « constitue, qu'elle soit provoquée ou non, une des faiblesses regrettables de notre système électoral français ».

Sans parler du « Centre d'information civique » qui déclare : « ... nous demandons aux citoyens d'accomplir leur devoir... Les électeurs qui pour une raison ou pour une autre ne peuvent voter ni positivement ni négativement ont à leur disposition le vote blanc ».

Dans ce concert de civisme, nous n'oublions pas les appels de Marchais-la-rescousses qui pourfend l'abstention : « C'est le pouvoir, parce qu'il est le pouvoir, qui a choisi le terrain de la bataille et lancé le défi. Dès lors, s'abstenir, désertir la bataille, c'est tout simplement laisser le champ libre à l'adversaire... »

Quel aveu ! C'est le pouvoir qui a choisi le « terrain de la bataille » qui lance le « Défi », ce qui signifie qu'à ce jeu-là il sait être gagnant à tout coup, d'où son acharnement contre l'abstention, et Marchais-la-rescousses s'empresse d'essayer de faire jouer le jeu. Ajoutons que, d'après les échos sûrs que nous possédons, cela ne va pas sans une vive opposition au sein même du Parti révisionniste français. Un grand nombre de militants et d'électeurs membres du P.C.F. refusent d'aller aux urnes sur l'injonction de Pompidou. Mais les travailleurs ne rentreront pas dans la danse. Ils se

battent sur leur terrain à eux, dans les entreprises, comme à Nantes, Saint-Brieuc, Mulhouse, Le Bourget... C'est là qu'ils défendent leurs intérêts, c'est là que se mène la lutte pour leurs revendications, c'est là que se trouve leur force.

Et c'est bien pour cela que Pompidou et Marchais s'acoquinent pour essayer de les en détourner. Ils échouent : les travailleurs ont de moins en moins d'illusions sur le rôle des élections en système capitaliste et de moins en moins d'illusions sur la prétendue union populaire avec les socialistes, ces vieux renards réactionnaires qui, tout en appelant à l'abstention publiquement, recommandent le « oui » en coulisse.

C'est ainsi que Deferre, président du Mouvement européen, a, par l'intermédiaire de ce mouvement, appelé à voter « oui » : d'ailleurs il sera probablement entendu par de nombreux « militants » socialistes, Pompidou y compte bien.

Quand le Marché Commun change de cap

Dès l'introduction de son catalogue de réformes lancé sur le marché sous le titre « changer de cap », Marchais annonce les couleurs de sa politique européenne. Là non plus la révolution n'est pas à l'ordre du jour, qu'on en juge :

« Notre pays doit retrouver sa pleine liberté d'initiative pour établir enfin de fructueux rapports de coopération avec tous les pays sans discriminations » (p. 17).

Notez bien : il s'agit de coopération et non de simple coexistence !

Mais l'Europe des trusts capitalistes ne convient pas à Messieurs les révisionnistes telle qu'elle est. Ils en ont une autre dans leur sac :

« Le gouvernement démocratique agira en vue de l'édification de la grande et véritable Europe démocratique dont les peuples ont besoin... »

Conscient que la France ne saurait sans inconvénients sérieux rompre unilatéralement les liens créés par l'existence du Marché Commun, le nouveau gouvernement refusera cependant de confiner notre pays dans le cadre étroit de la petite Europe. » (p. 223-224).

Qu'a-t-elle dans le ventre cette « grande » Europe là ? Un autre passage nous en livre le secret :

« Depuis la seconde guerre mondiale et plus encore depuis l'ouverture du Marché Commun, les pays capitalistes hautement industrialisés sont les partenaires privilégiés de la France. Après étude en commun de chaque objectif concret, les échanges avec les pays seront intensifiés et équilibrés conformément à l'intérêt français. »

Cela étant, le développement unilatéral du commerce extérieur et des échanges de la France trop exclusivement liés à ce petit nombre de pays capitalistes est dangereux. L'acceptation d'interdits étrangers visant à l'exportation de produits dits stratégiques est un aspect qu'entraînent ces liens. Le développement d'échanges internationaux plus étendus, réciproquement avantageux et excluant toute pratique impérialiste et néo-colonia-

liste, sera recherché avec les pays socialistes et avec les pays en voie de développement, et ceci sans exclusive » (p. 208).

Et voilà, le tour est joué. L'Europe capitaliste doit fraterniser, s'intégrer harmonieusement avec l'Europe révisionniste dominée par les intérêts égoïstes de grande puissance de l'URSS.

La « petite phrase » de M. Brejnev sur le marché commun est venue à point montrer l'intérêt qu'il porte à a chose.

Plus « grande », l'Europe que veut le P.C.F., mais pas différente. Car, qu'a donc de commun avec l'intérêt des peuples la politique de domination et d'exploitation que mène l'URSS au sein du COMECON, son marché commun à elle ? C'est une politique qui ne vise qu'à pressurer les pays dominés, à leur voler leurs matières premières à des prix imposés par Moscou, à leur interdire de s'industrialiser dans certains secteurs pour éviter une concurrence fâcheuse pour les produits d'URSS qui peuvent ainsi être imposés facilement à la Tchécoslovaquie, à la Hongrie, à la Pologne. Une politique qui fait fi des intérêts les plus élémentaires des peuples dont les gouvernants se prêtent à ces manœuvres, comme la révolte de la classe ouvrière de Pologne l'a démontré récemment.

Voilà pour la « grande Europe » prospère ! Quant à la « grande Europe » pacifique, l'invasion brutale de la Tchécoslovaquie, les menaces ouvertes contre l'Albanie, la Roumanie, la trahison sans vergogne des intérêts du peuple de République Démocratique Allemande délibérément sacrifiés aux plans des dirigeants révisionnistes de Moscou, sont là pour nous rappeler son vrai visage.

Mais les peuples d'Europe, ne veulent pas plus de la « grande Europe » révisionniste et social-impérialiste que de la « petite Europe » capitaliste. Ils sauront bâtir dans la lutte l'unité des classes ouvrières et de tous les travailleurs européens.

LE MARCHÉ COMMUN OU L'ORGANISATION DE LA MISÈRE

Le 9 février 1972, le « socialiste » Mansholt, aujourd'hui président de la commission du Marché commun, adressait une lettre à son compère italien Malfatti dans laquelle il exposait avec un cynisme rare la façon dont il fallait exploiter les masses laborieuses d'Europe. Déjà bien connu des paysans pauvres qu'il voue à l'exode massif, Mansholt énonce clairement l'avenir que les monopoles réservent aux masses laborieuses en vue de tenter de se tirer d'une situation qui s'aggrave chaque jour. Lui-même déclare :

« ... Dès à présent tous les éléments d'une nouvelle crise se trouvent réunis. »

Exploitation visant également à mettre en échec l'impérialisme U.S. et le Japon en particulier dans la course à l'hégémonie mondiale. « Si l'Europe suit une politique bien définie, elle sera davantage en mesure d'imposer également une politique au reste du monde, et notamment aux Etats-Unis et au Japon ».

QUELLE EST CETTE « POLITIQUE BIEN DÉFINIE » ?

Pour Mansholt, reprenant un vieux thème des pires réactionnaires, il y a trop de bouches à nourrir. Quelle canaillerie ! Celui qui veut faire de régions agricoles entières des déserts prétend qu'il y a trop d'hommes sur terre !

Première solution préconisée par Mansholt - la misère : Obliger à la réduction des naissances et pour cela supprimer les allocations familiales et accroître les impôts.

Mais il ne s'arrête pas en si bon chemin. Son idée-maîtresse est d'aboutir à « une forte réduction de biens matériels par habitant... » « à vie digne. »

éviter la production de biens non essentiels », ramener la consommation individuelle au minimum vital. En un mot ce que l'homme des monopoles européens désire c'est : « un net recul du bien-être matériel par habitant... »

Et non content de cela il se demande encore s'il ne faut pas « adopter des « mesures » (politiques) beaucoup plus radicales que celles ci-dessus. »

Les travailleurs n'ont pas besoin qu'on leur fasse de dessin pour comprendre le sens de ces paroles. Eux qui vivent déjà avec des salaires de misère, que le capital réduit au chômage après leur avoir imposé des cadences infernales, on veut leur faire connaître une vie pire encore... Les propositions de Mansholt ne sont pas celles d'un individu faisant des projets en vase clos ; Elles sont celles du représentant des monopoles capitalistes d'Europe, elles expriment l'avenir que le capital réserve aux masses laborieuses.

Elles sont l'expression de la logique du capitalisme qui repose sur un principe immuable : la recherche du profit maximum. Exploiter toujours plus les travailleurs, essayer de résoudre sa crise en les réduisant à la plus noire misère, telle est sa loi.

Les travailleurs ne peuvent en attendre rien d'autre.

Chaque jour qui passe rend plus évidente la nécessité de la destruction radicale du capitalisme et de son Etat, la nécessité de la révolution prolétarienne. C'est la seule issue pour les masses laborieuses. Seul le socialisme, la dictature du prolétariat pourra leur assurer une vie digne.